



Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 24/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EDIB (ex LEVY)**

6 RUE DU MARECHAL LECLERC  
67110 Niederbronn-Les-Bains

Références : 1932/NK/AG  
Code AIOT : 0006701932

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2025 dans l'établissement EDIB (ex LEVY), implanté ZAC Quai du Canal 67270 Hochfelden. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDIB (ex LEVY)
- ZAC Quai du Canal 67270 Hochfelden
- Code AIOT : 0006701932
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EDIB exploite un centre de tri et de transit de déchets non dangereux, une déchetterie et une activité de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, autorisé par l'arrêté du préfectoral du 13 mars 2019.

**Thèmes de l'inspection :** Risque incendie, déchets, eaux souterraine ...

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant ;
  - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délai
1	Plan de défense contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'actions correctives	3 mois
2	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'actions correctives	3 mois
4	Surveillance des émissions	Arrêté Préfectoral du 13/03/2019, article 10.3.2	Demande d'actions correctives	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les documents concernant l'incendie doivent être correctement gérés.

Le piézomètre sectionné est à réparer pour être remis en service.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Plan de défense contre l'incendie.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
--

<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise, et tient à jour, un plan de défense contre l'incendie. [...]</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie, ainsi que ses mises à jour, sont transmis aux services d'incendie et de secours, et mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Le plan de défense comprend au minimum :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à <a href="#">l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010</a> sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li> <li>2) la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement [...].</li> </ol>
<p><b>Constats :</b> Le plan de défense incendie a été présenté, concernant son contenu :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) L'exploitant a présenté un tableau récapitulatif des fiches de données de sécurité, mais celui-ci n'est pas actualisé. Il ne mentionne notamment pas le produit « Marine SP95 », classé comme inflammable, la fiche de donnée sécurité est disponible.</li> <li>2) L'exploitant a déclaré qu'une partie du personnel est formé contre l'incendie (extincteurs, RIA), mais il n'a pas fourni de justificatif de cette formation. Par courriel du 12/02/25, l'exploitant a transmis l'attestation de formation.</li> </ol> <p>Par ailleurs, le plan d'évacuation n'est plus affiché dans le hall principal d'accueil des déchets (il était prévu qu'il le soit dans le plan de défense incendie). L'exploitant a transmis, par courriel du 12/02/25, une photo montrant que ce plan est à nouveau affiché.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'actions correctives
<b>Proposition de délai :</b> 3 mois

## N° 2 : Maîtrise des sinistres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations, dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a établi un plan de prévention, mais celui-ci ne distingue pas clairement les opérations devant être faites par l'exploitant et celles devant être faites par l'entreprise extérieure.</p> <p>Exemple : dans le plan de prévention, il est mis de manière générale « en cas de départ du feu, maîtriser le sinistre avec les équipements disponibles », alors que l'exploitant a déclaré qu'un départ de feu ne devrait être géré que par lui-même, l'entreprise extérieure n'intervenant pas dans ce cas.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites : L'exploitant doit mettre à jour son plan de prévention
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'actions correctives
<b>Proposition de délai :</b> 3 mois

## N° 3 : Dispositions particulières concernant la protection des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2019, article 4.6
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, eaux

<b>Prescription contrôlée :</b> Le réseau de surveillance des eaux souterraines se compose de deux piézomètres, un en amont et un en aval des installations de fabrication et de stockage, implantés conformément aux conclusions de l'étude hydrogéologique, rendue le 29 novembre 2002.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il est apparu qu'un des piézomètres était sectionné, il ne peut plus être fermé : l'exploitant doit le réparer, il y a un risque de propagation d'une pollution via cette ouverture. L'exploitant a transmis, par courriel du 12/02/25, un bon de commande de réparation de ce piézomètre, celui-ci doit être mis en place avant les prochaines analyses.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

#### N° 4 : Surveillance des émissions - Commentaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2019, article 10.3.2
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout résultat transmis est accompagné d'un commentaire de l'exploitant. En cas de non-respect de valeurs-limites ou de dérive d'un paramètre de surveillance des milieux : <ul style="list-style-type: none"> <li>le fait est explicitement signalé dans le commentaire,</li> <li>la cause en est précisée et, si elle n'est pas connue, les moyens engagés pour la déterminer sont indiqués,</li> <li>les actions correctives mises en œuvre ou prévues, ou les démarches engagées pour les déterminer sont exposées avec des engagements en termes de délais.</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les résultats des analyses des eaux souterraines effectuées le 17 avril 2024. Il apparaît que le pH était de 9,4 en aval, alors qu'il était de 7 en amont, sans aucun commentaire de sa part. En se référant à l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et aux références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine (articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la santé publique), et plus particulièrement à l'annexe I, qui définit les valeurs indicatives et les valeurs de vigilance des eaux destinées à la consommation humaine, il est stipulé que le pH doit être compris entre 6,5 et 9. Ainsi, l'exploitant doit fournir un commentaire explicatif concernant cette valeur élevée de pH en aval. L'exploitant a transmis, par courriel du 12/02/25, un bon de commande afin d'effectuer cette analyse annuelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'actions correctives
<b>Proposition de délai :</b> 3 mois

#### N° 5 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2019, article 8.3.1
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention, dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Environ 5 m <sup>3</sup> de bidons de 25 l de liquide classé inflammable, contenant un fond de liquide, sont stockés hors rétention, hors de la zone imperméabilisée sur la terre et l'herbe. L'exploitant a transmis, par courriel du 12/02/25, une photo montrant que ces bidons sont sur une zone imperméabilisée reliée au bassin de confinement de 430 m <sup>3</sup> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites